enlevait chaque jour des hommes bien plus vigoureux que lui.

MOTTLEY, t. IV, pp. 256-258.

—

Ban pour l'assassinat du prince d'Orange.

« Pour les causes ci-dessus énoncées, » disait en finissant l'auteur du ban, « nous le déclarons traître et mécréant, ennemi de notre personne et de ce pays. Comme tel, nous le bannissons à perpétuité de notre royaume, interdisant à tous nos sujets, quelle que soit leur qualité, de communiquer avec lui, soit ouvertement, soit en secret, et de lui donner à manger, à boire, ou toute autre nécessité de la vie. Nous permettons à tous de lui nuire soit dans ses biens, soit dans sa personne. Nous dénonçons ledit Guillaume de Nassau comme un ennemi de l'espèce humaine, et nous donnons ses biens à tous ceux qui pourront s'en emparer. Et si un de nos sujets ou quelque étranger a le cœur assez généreux pour nous débarrasser de ce fléau, nous le livrer mort ou vif, ou le tuer, nous lui ferons remettre, aussitôt que la chose sera faite, *vingt-cinq mille couronnes en or. S'il a commis un crime, quelque odieux qu'il puisse être, nous promettons de lui pardonner, et s'il n'est pas déjà noble, nous l'anoblirons en récompense de sa valeur.* »

Le ban lancé contre le prince d'Orange commença bientôt à porter ses fruits. Le dimanche 18 mars 1582, était l'anniversaire du duc d'Anjou; on devait le célébrer le soir, au palais Saint-Michel, où Guillaume et tous les nobles français étaient naturellement invités. Le prince dînait suivant sa coutume chez lui, dans une maison qu'il occupait près de la citadelle; il avait auprès de lui les comtes de Hohenlohe et de Laval, et les deux commissaires français, gens de beaucoup d'esprit, Bonnivet et Des Pruneaux. Le jeune Maurice de Nassau et deux neveux du prince étaient également présents. Pendant le dîner, la conversation fut fort animée; on raconta les cruautés auxquelles s'étaient livrés les Espagnols dans les provinces. En se levant de table, le prince d'Orange passa dans son appartement; il s'arrêta pour montrer aux seigneurs qui l'accompagnaient, une tapisserie où étaient représentés des soldats espagnols. Comme il entrait dans l'antichambre, un jeune homme, de petite taille, à l'apparence vulgaire, et au teint brun, se mêla aux serviteurs du prince pour lui présenter une pétition. Au moment où Guillaume avançait la main pour prendre la lettre, l'inconnu sortit vivement de son manteau un pistolet qu'il déchargea aussitôt contre le prince. La balle pénétra sous l'oreille droite, traversa le palais, et sortit au-dessous de la mâchoire gauche, en brisant deux dents (1). Le coup avait été tiré de si près que les cheveux et la barbe du prince prirent feu. Il resta debout, mais étourdi et aveuglé, sans se rendre compte de ce qui venait d'arriver. Il dit ensuite qu'au premier moment, il avait cru que la maison s'était écroulée. Mais dès qu'il s'aperçut que ses cheveux et sa barbe brûlaient, il comprit de quoi il s'agissait, et s'écria : « Ne le tuez pas, je lui pardonne ma mort. » Puis, se tournant vers les seigneurs français qui l'entouraient, il ajouta : « Hélas ! Son Altesse perd en moi un bien fidèle serviteur ! (2) »

Il fut établi que le crime était de la part d'Anastro, une spéculation purement commerciale. Ce négociant, se voyant sur le point de faire banqueroute, avait conclu avec le Roi un engagement mutuel, que le roi Philippe II avait signé et scellé de son sceau; il y était convenu que, dans un certain laps de temps, Anastro mettrait à mort Guillaume d'Orange, et qu'en récompense, il recevrait quatre-vingt mille ducats

(1) Bor, t. XVII, p. 313. Meteren, t. XI, p. 194 Tassis, t. VI, p 431. Straden, t. IV, p. 219. Hoofdt, t. XIX, p. 804. *Archives*, t. VIII.

(2) *Korte Verhaal*, etc. Plantin, Anvers. Bor, t. XVII, p. 312. Hoofdt, t. XIX, p. 804. Meteren, t. XI, p. 194.

et la croix de Santiago (1). La somme promise par le Roi au meurtrier, s'il réussissait dans sa tentative, était bien peu de chose en comparaison de l'espoir d'être admis au nombre des chevaliers de Santiago, ordre réputé le plus noble de tous les ordres espagnols. Anastro était trop prudent pour risquer sa propre vie, et trop avare pour vouloir donner une grosse part de la récompense. Il vint tout en larmes trouver son fidèle caissier, et lui représenta l'état en disant : « Voyez ce banqueroutier! (2) » puis il ajouta qu'il était résolu à tuer le prince d'Orange ou à périr en le tentant. Et il se mit à pleurer. A la vue du désespoir de son maître, Venero commença d'abord par sangloter, en le priant de ne pas risquer une vie aussi précieuse que la sienne (3). Après s'être ainsi abandonnés à leur douleur, Anastro et son caissier finirent par se calmer, et décidèrent qu'on chargerait Jean Jauregui de faire le coup. Anastro écrivait, dans une lettre qui fut interceptée, qu'il avait eu l'intention de se charger personnellement de l'affaire, mais que, comme Dieu le réservait probablement pour d'autres desseins, et surtout pour servir ses excellents amis, il avait cru préférable de confier à l'un de ses serviteurs l'exécution de ce projet (4). Jauregui ne reçut, à ce qu'il paraît, de son maître, que deux mille huit cent soixante-dix-sept couronnes. Le lâche négociant eut la précaution de s'enfuir. Il se dirigea en toute hâte sur Dunkerque, sous prétexte que la mort subite de son correspondant de Calais nécessitait sa présence immédiate dans cette ville. Le gouverneur de Dunkerque, Sweveseel, fit demander pour lui un passe-port à La Motte, qui commandait à Gravelines. Anastro tremblait à l'idée que la nouvelle de l'attentat arrivât à Dunkerque avant qu'il eût passé la frontière : il donna trente pistoles au messager qui lui apporta son passe-port, et manifesta sa joie d'une façon extravagante. Sa conduite excita un vague soupçon dans l'esprit du gouverneur, mais le négociant avait bonne réputation, et il avait apporté des lettres très pressantes de l'amiral Treslong. Sweveseel n'osa pas l'arrêter sans motif : il ignorait absolument qu'un crime avait été commis et que l'homme qui se trouvait devant lui était le criminel. Deux heures après le départ du voyageur, il reçut la nouvelle de l'attentat, et l'ordre d'arrêter Anastro ; mais il était trop tard. Le négociant s'était réfugié auprès du prince de Parme.

(1) *Korte Verhaal.* Bor. t. XVII, p. 313. Hoofdt, t. XIX, p. 802. Meteren, t. XI, p. 194.

(2) *Bref recueil de l'assassinat.*

(3) *Ibid.*

(4) Bor. t. XVII, p. 315.

MOTTLEY, t. IV, p. 398, 399.

—

Second attentat.

Il posait (le prince d'Orange) le pied sur la seconde marche, lorsqu'un homme sortit de la voûte, et s'élançant vers lui, lui tira un coup de pistolet en pleine poitrine. Trois balles l'atteignirent; l'une d'entre elles le traversa de part en part, et alla violemment rebondir contre le mur. Le prince s'écria en français : « O mon Dieu, ayez pitié de mon âme! Mon Dieu, ayez pitié de ce pauvre peuple (1). »

Ce furent à peu près ses dernières paroles; cependant lorsque sa sœur, Catherine de Schwarzburg, lui demanda un instant après s'il recommandait son âme à Jésus-Christ, il répondit faiblement : « Oui ». Le maître de sa cavalerie, Jacob Van Maldere, l'avait reçu dans ses bras, au moment où il avait été blessé. On étendit le prince d'Orange sur l'escalier, et il fut aussitôt pris de syncopes. On le porta sur un canapé dans la salle à manger, où il rendit, quelques minutes après, le dernier soupir, dans les bras de sa femme et de sa sœur (2).

(1) Verhaal van de Moordt, Bor, Meteren, Hoofdt, Wagenaer, t. VII, p. 542, Note. *Ordin.* Dep. Boek, Ms , p. 162, et alias.

(2) Bor, Meteren, Hoofdt, *ubi sup. Historié B. Geraerts.*

Le meurtrier réussit à s'échapper par une porte latérale et gagna rapidement le sentier qui menait aux remparts. Il allait les atteindre, lorsqu'il trébucha sur un tas de décombres. En se relevant, il se sentit saisir par plusieurs pages hallébardiers qui le poursuivaient. Il avait jeté ses pistolets à l'endroit où il avait commis le crime. On trouva sur lui des vessies, au moyen desquelles il comptait franchir le fossé; un cheval l'attendait de l'autre côté des fortifications. Il ne chercha pas à nier son identité, et avoua hardiment ce qu'il venait de faire. On le ramena à la maison, où les magistrats de la ville lui firent aussitôt subir un examen préliminaire. On lui infligea es plus cruelles tortures, car rien ne pouvait apaiser la fureur contre le misérable qui avait assassiné le père de la nation, et Guillaume le Taciturne n'était plus là pour intercéder, comme il l'avait fait tant de fois, en faveur de ceux qui attentaient à sa vie.

MOTTLEY, t. IV, p. 524.

Le 10 juillet 1584, Baltasar Gérard se présenta dans la maison du prince d'Orange et lui demanda à lui-même un passeport. Le prince lui en fit expédier un à l'instant. Le prince ayant fini de dîner, sur les deux heures, se leva de table ponr aller dans sa chambre. Il commençait à monter l'escalier quand Gérard, qui était caché au coin d'une voûte donnant sur cet escalier, lui tira un coup de pistolet chargé de trois balles empoisonnées, suivant sa déclaration, et qui lui traversèrent la poitrine. Le prince n'eut que le temps de s'écrier : « Mon Dieu ! prenez pitié du pauvre peuple. »

Philippe II paya aux héritiers de Gérard la récompense qu'il avait promise à celui *qui assassinerait Guillaume d'Orange*. Les parents de l'assassin reçurent en outre des lettres de *noblesse* : les seigneuries de Lievremont, d'Hostal et de Dampmartin ; de sorte que, avec les biens de l'assassiné il payait les assassins, et, pour comble de perversité, vingt ans plus tard, Philippe II offrit au fils du prince d'Orange de lui rendre ses terres, à la

condition d'en payer les rentes à la famille de l'assassin de son père (1).

MOTTLEY, t. IV, p. 527, 528.

Relation du duc de Parme au roi Philippe II.

La récompense promise par Philippe à l'homme qui assassinerait Guillaume d'Orange fut payée aux héritiers de Gérard. Le prince de Parme écrivit à son souverain que le « pauvre homme » avait été exécuté, mais que son père et sa mère étaient encore vivants, et qu'il suppliait Sa Majesté de leur accorder la récompense que méritait sa généreuse résolution (2). Philippe tint sa parole : les excellents parents, anoblis et enrichis par le crime de leur fils, reçurent au lieu des *vingt-cinq mille* couronnes promises dans le ban, les trois seigneuries de Lievremont, d'Hostal et de Dampmartin, en Franche-Comté, et ils furent mis au rang de l'aristocratie territoriale (3). Ainsi la générosité du prince fournit l'arme qui servit à l'assassiner, et ses biens servirent à payer le prix de son sang à la famille de l'assassin. Plus tard, lorsque le malheureux fils du prince d'Orange revint d'Espagne, après vingt-sept ans d'absence, devenu Espagnol et quasi idiot, Philippe II lui offrit de lui rendre ces terres, à condition qu'il continuât *à en payer le revenu à la famille du meurtrier de son père*. Mais l'éducation qu'avait reçue, sous les auspices du Roi, Philippe-Guillaume de Nassau, n'avait pas entièrement détruit en lui tout sentiment naturel, il rejeta avec mépris cette proposition (4). Les terres restèrent entre les mains de la famille de Gérard, et les

(1) Van Kampent, t. I, p. 545.

(2) *Relation du duc de Parme au roi Philippe II* (12 août 1584). Ms. déjà cité.

(3) Ms. déjà cité.

(4) Van Kampent, t I, p. 545.

lettres de noblesse qu'elle avait reçues servirent à l'exempter de certaines taxes, jusqu'au jour de la réunion de la Franche-Comté à la France, où un gouverneur français mit en pièces les documents et les foula aux pieds (1).

MOTTLEY, t. IV, p. 527, 528.

Note espagnole à la suite d'un texte en français.

Il n'en faut pas davantage pour estimer à sa juste valeur le roi Philippe II, qui trouve encore beaucoup de défenseurs enthousiastes parmi les écrivains espagnols, et quelques-uns parmi les étrangers ; il est vrai que ces auteurs laissent surprendre leur bonne foi par la grandeur de l'Escurial, par les récits des favoris et des créatures du monarque, et qu'ils ignorent la vie réelle de ce tyran hypocrite et pétri de vices, qui mourut aussi pourri de corps que d'âme.

Opinion de M. Alexis Dumesnil et de Sixte V sur Philippe II.

Depuis longtemps Philippe menaçait d'un concile le Souverain-Pontife ; à la fin il chargea son ambassadeur d'en demander la convocation. Le comte d'Olivarès, qui craignait d'être jeté par les fenêtres du Vatican, résolut d'attendre l'occasion d'une solennité publique pour déclarer les intentions de son maître. Sixte en fut averti ; et le jour de l'Ascension on le vit aller en grande pompe célébrer la messe, précédé de deux cents sbires, et du bourreau tenant une corde à la main, tout prêt à étrangler celui qui oserait rompre le cortége pour s'approcher de Sa Sainteté.

Les menaces du Pape et l'appréhension continuelle où il

(1) Van der Vynckt, t. III. Notes de Tarte et de Reiffenberg.

tenait Philippe pour ses états d'Italie, firent prendre enfin à ce monarque une résolution extrême. Il avait juré de ne point attaquer Rome par les armes ; sa piété ne devait point souffrir, non plus, qu'il causât un schisme dans l'Eglise ; on peut dès lors prévoir quelle fut sa dernière ressource. Sixte mourut dans les derniers jours du mois d'août, répétant à tous ceux qui l'entouraient, que le poison de Philippe était parvenu jusqu'à lui. En apprenant sa fin soudaine, Henri IV ne put s'empêcher de dire que c'était un coup de la politique espagnole, et l'Europe entière pensa de même. Philippe, dans ses instructions secrètes, avait coutume d'appeler le poison un *requiescat in pace*. Quelque temps avant sa mort, Sixte, qui n'ignorait point cette circonstance, disait au comte d'Olivarès, dont les paroles lui semblaient plus menaçantes qu'à l'ordinaire : « Sachez, monsieur l'ambassadeur, que nous ne craignons de votre maître, que quelqu'un de ses *requiescat in pace* » (1).

Philippe, dans le moment où il obtenait à Rome un si beau triomphe sur la France, cherchait encore par d'autres moyens à se venger de la protection que l'Angleterre accordait à ses ennemis. Elisabeth dénonça, dans toutes les Cours, une nouvelle entreprise que les Espagnols avaient formée contre sa vie ; elle en accusait hautement Philippe, et rejetait sur lui toute l'horreur du complot. Un certain Emmanuel d'Andrada, et un autre espagnol appelé Lopez, depuis longtemps établi à Londres, furent convaincus d'avoir reçu du comte de Fuentès une somme d'argent pour empoisonner la reine. Les pièces du procès prouvent que d'Andrada avait en partie cédé aux sollicitations des jésuites, qui, dans cet assassinat, lui faisaient entrevoir non-seulement l'avantage de l'Espagne, mais celui de l'Eglise entière (2).

(1) *Histoire de Philippe II, roi d'Espagne,* par Alexis Dumesnil. — Paris, 1835, pages 272, 273 et 274.

(2) *Histoire de Philippe II, roi d'Espagne,* par Alexis Dumesnil. — Paris, 1835, pages 311 et 312.

M. Pascual Gayangos, l'un des plus savants bibliophiles espagnols, qui fournit de nombreux documents à Prescott et à Gachard pour leurs ouvrages sur don Philippe et don Carlos, s'exprime ainsi dans son prologue au « voyage de Philippe II en Angleterre, » œuvre de don Andrès Muñoz, imprimée à Saragosse en 1554 :

« Les appréciations de nos auteurs s'accordent toutes, quant à la description de l'entrevue et de la célébration du mariage du Prince avec la Reine ; l'accord n'est plus si complet dans les détails des voyages et de la translation de la cour d'une ville dans une autre ; quant à la vie privée du Prince ils gardent tous un silence absolu, car, il n'était guère possible de parler légèrement d'un prince, héritier de si vastes et de si nombreux royaumes, dans des correspondances semi-officielles destinées à la publicité. On trouve pourtant, dans des lettres particulières de l'époque, que la conduite du Prince en Angleterre ne fut point exemplaire, mais au contraire dissolue et licencieuse au plus haut degré, jusqu'à déroger à des amours vulgaires et vivre en concubinage, (d'autres disent marié), avec une dame Isabel Osorio qui lui donna trois enfants » (1).

Bien que cet illustre bibliophile ne désigne pas les lettres où il a puisé ces faits, je tiens en si haute estime sa scrupuleuse véracité que je reproduis ses paroles bien moins pour leur propre valeur que parce qu'elles appartiennent au prologue de ce curieux ouvrage : le « Voyage de Philippe II en Angleterre. »

Jugement du capitaine général don Evaristo San Miguel dans sa très curieuse histoire sur Philippe II.

« Il fut, comme presque tous les personnages distingués de

(1) *Viage de Felipe II à Inglaterra,* par Andrès Muñoz. Zaragoza, 1554. — Page 27 et 28.

son siècle, tenace dans ses croyances, intolérant pour les autres, persécuteur des ennemis de son église, ardent pour l'extirpation des soi-disant hérésies ; on dut à son caractère sombre, à son manque naturel d'indulgence, à la sévérité dont ses actes étaient empreints, l'opiniâtreté, l'énergie, la rancune avec laquelle il provoquait les mesures favorables qu'il croyait indispensables pour faire réussir ses projets. La suprématie royale était toute puissante, lors de son avénement au trône, mais jamais roi ne porta si haut les prétentions de ce principe, et n'érigea plus complètement en système le servage politique du peuple. L'unité royale et l'unité dogmatique furent les deux principes favoris auxquels il voua toute sa vie. Il commença à commander les espagnols, lorsque ceux-ci étaient bien pliés au despotisme de leurs rois ; mais, pendant son règne, ils s'habituèrent peu à peu à considérer la majesté divine et la majesté humaine comme étant presque de la même essence, avec cette différence, toutefois, que l'une tenait de l'autre son suprême pouvoir. La dureté avec laquelle Philippe II soutint ses principes fut extrême, comme furent terribles les moyens qu'il mit en jeu pour les faire triompher dans les moments de conflits. Ce monarque n'avait point de qualités pour être aimé ; il fut abhorré et craint presque de tous ; d'autres l'estimèrent et le respectèrent sincèrement. Des faits avérés par tous les historiens témoignent de sa sévérité, de sa cruauté, de son besoin de vengeance, et il est fort inutile que ses panégyristes s'efforcent d'effacer les actes atroces que l'on trouve dans certaines pages de son règne. » (1).

« Il est admis que, s'il surpassa son père par application au travail et son zèle dans les affaires, il ne le valut point en intelligence, en clairvoyance, dans la connaissance des hommes, dans le tact et l'habileté qu'il déployait pour mettre en branle ce qui favorisait sa politique. Il lui était de beaucoup inférieur

(1) *Historia de Felipe II, rey de España,* par don Evaristo San Miguel. Madrid 1847. Tome IV, page 177 et 178.

dans toutes ces qualités extérieures qui méritent la bienveillance et attirent la popularité, malgré l'étiquette sévère dont s'entourent les rois. Sous le rapport militaire on ne saurait établir aucune comparaison entre le père qui aimait à se montrer, dans toute la pompe des armes, à la tête des soldats qu'il conduisait au combat, et le fils, dont l'épée vierge contribua à détruire son prestige, dans une époque guerrière où tous se faisaient honneur de briller dans la carrière des armes. Il est au moins étrange qu'un monarque engagé, presque pendant toute sa vie, dans des guerres importantes, ne se présente que deux fois devant ses armées : la première, après la bataille de Saint-Quentin, d'où il resta éloigné de quatre lieues pendant la lutte ; la deuxième à Badajoz, où il se contenta de voir défiler l'armée qui, sous les ordres du duc d'Albe, allait lui conquérir un royaume. On peut penser que cette répugnance à quitter l'Espagne et l'idée où il était qu'il pouvait voir et régler fort bien de l'Escurial les affaires européennes, contribuèrent à ses fautes politiques ; car, on a beau louer sa prudence, ce roi commit de grandes fautes. » (1).

D'après Llorente même, il y a lieu de croire que le roi ayant exprimé le désir de voir terminer les jours de Don Carlos, on glissa quelques mots au docteur, qui consentit à se faire l'instrument de la volonté royale, en administrant le médicament dont il a été question. D'après quelques phrases et certains sous-entendus de l'historien Cabrera, on peut supposer qu'il y eut quelque mystère dans le purgatif ; mais tout ceci ne saurait aller au-delà d'une hypothèse, plus ou moins forte, suivant la façon de voir, suivant les idées ou le parti auquel appartient le lecteur. Il est possible que le remède fut administré dans une intention mauvaise ; il est possible aussi que, malgré son vif désir de sauver le prince, le médecin se trompa, comme il arrive malheureusement souvent ; il est encore probable que,

(1) *Historia de Felipe II, rey de Espana,* par don Evaristo San Miguel. Madrid 1874. Tome IV, page 179 et 180.

même sans purgatif, le malade fût mort, car il souffrait d'une grande irritation, son estomac était ruiné par de nombreux excès, et il souffrait d'une fièvre ardente, au plus fort de l'été. Il paraît toutefois notoire, quelle que soit l'hypothèse à laquelle on s'arrête, que Don Carlos était condamné à ne jamais quitter sa prison, et que l'auteur de sa mort (violente ou non), fut celui-là même qui avait été l'auteur de ses jours.